



CDEN du 22 février 2024

Déclaration préalable de l'UNSA Éducation

Monsieur le Préfet,

Monsieur le Vice-Président du département,

Monsieur le Secrétaire Général,

Mesdames et messieurs les élus et les représentants,

Nous tenons à vous connecter à la réalité de nos écoles et établissements publics. Plus précisément, nous souhaitons que vous informiez nos dirigeants nationaux de ce qui se passe dans notre département. Nous serons très concrets et vous remettrons des documents, que nous transmettrons demain aux parlementaires de notre département.

En décembre, M. ATTAL, alors ministre de l'Éducation nationale, adressait une lettre aux professeurs : « C'est pour moi tout à la fois une question de respect et l'expression d'une conviction forte : c'est avec les professeurs, par les professeurs, grâce aux professeurs, que nous relèverons le défi de l'élévation du niveau. Pour cela, je le sais, vous avez besoin d'être soutenus. Soutenus dans vos conditions quotidiennes d'exercice, vos évolutions de carrière. »

En ce jour de CDEN qui va aborder la future carte scolaire, cela fera chaud au cœur à tous les personnels, parents, élus qui protestent contre le choc des fermetures que va subir notre service public d'éducation que cela soit dans le premier ou second degré. 42 fermetures pour 20 ouvertures dans nos écoles, 41 postes en moins dans les établissements !

Sacré soutien effectivement ! Et je vous laisse imaginer comment cette « casse » de nos classes est perçue par les personnels, d'autant que cela suit un mois où notre ancien ministre est devenu Premier ministre, a été remplacé par une ministre qui a été une véritable AOC de mépris et dénigrement envers le service public d'éducation, et dans notre région soumise à une très forte concurrence avec le privé, cela a eu un très fort écho... Sans oublier les discours totalement déconnectés et même provocateurs de notre Président sur ce sujet, qui au passage oublie qu'il est en poste depuis 7 ans, mais ne manque jamais de stigmatiser l'école publique, qu'il ne connaît pas plus que ses ministres...

Les personnels de notre ministère vont mal (mais c'est aussi le cas dans d'autres ministères, où tout a été rongé jusqu'à l'os et nous sommes arrivés en limite de fonctionnement).

Ce ne sont pas des données syndicales mais ministérielles : la DEEP a interrogé 71.000 personnels du MENJ au printemps 2023, et ces derniers ont attribué la note de 5,9 sur 10 à la question de leur satisfaction au travail, alors que pour l'ensemble des Français-es en emploi, cette note est de 7,1 sur 10. Et une note de 2,5 sur 10 a été attribuée à la question : « Dans quelle mesure avez-vous le sentiment que votre métier est valorisé dans la société ? ». Il y a un énorme déficit d'attractivité envers notre métier, et les attaques médiatiques incessantes y sont pour quelque chose. Dans notre Académie, il y a 25 % de candidats inscrits en moins au concours, et dans le premier degré seul un candidat inscrit sur trois a passé le concours et un sur deux dans le 2nd degré...

Pour l'UNSA Éducation, l'attractivité c'est aussi conserver ses personnels en poste... Enfin cela devrait être, car la logique de la Loi de la Transformation de la Fonction publique est plutôt « peu importe que les personnels démissionnent, on les remplacera par des contractuels qui coûtent moins cher » ... En 4 ans, dans notre Académie, les départs volontaires (démissions ou rupture conventionnelle) ont presque triplé dans le 1^{er} degré et triplé dans le 2nd degré. Pendant ce temps, le nombre de contractuels dans le 1^{er} degré est passé de 12 à 134 en 4 ans, soit plus de 1100% d'augmentation. Cela a également augmenté de 20% dans le 2nd degré, il y en avait déjà beaucoup.

D'où notre totale incompréhension à la lecture des dotations ministérielles pour la rentrée prochaine. L'une des très fortes problématiques rencontrées dans nos écoles est celle des élèves à forts troubles du comportement qui ne cessent d'augmenter. Nous avons donc interrogé le Recteur sur ce sujet mais il nous a été répondu que les dotations ministérielles découlent de la démographie et des résultats au baccalauréat, la seule focale étant les élèves.

Cela a le mérite d'être clair... Et pourtant...

L'an dernier, dans cette instance nous disions : « Va-t-on attendre qu'il se passe quelque chose de grave pour réagir ou enfin agir ? ».

Depuis la rentrée 2022, 168 fiches dénoncent des violences verbales ou physiques subies par nos collègues dans les écoles, soit 60% des fiches qui concernent 52 écoles différentes, et dans la réalité c'est bien plus...

Rien que pour cette problématique, pour l'UNSA Éducation, il n'y aurait dû n'y avoir aucune fermeture de classe... Voilà donc ce que nous disions l'an dernier.

Eh bien nous le redisons cette année et encore plus fort, car la problématique s'est amplifiée puisqu'à ce jour ce sont 282 (sur 480) fiches qui concernent des faits de violence verbale ou physique subies par les personnels soit près de 60 % des fiches. Et surtout : 72 écoles différentes concernées, avec parfois plusieurs élèves... Et tous les personnels ne font pas des fiches SST, loin de là ! Nous pensons notamment aux AESH en première ligne, avec des salaires indécentes et qui subissent parfois quotidiennement cette violence inadmissible, comme de trop nombreux collègues...

Voilà la réalité de nos écoles publiques, où dans près d'une école sur 4 des personnels subissent des violences verbales et/ou physiques, et parfois quotidiennement. Nous allons vous remettre ce listing et vous lire simplement les dix derniers intitulés de ces fiches, je préfère les mots aux chiffres... et ils sont très parlants : gifle, gestion de crise d'élève en situation de handicap, élève perturbateur, violences verbales, stress lié à des menaces de mort, crise et agression physique de l'AESH, crise violente d'un élève, violence d'un élève de MS, crise violente d'un élève. Cela concerne des élèves en situation de handicap dans des classes non adaptées à leur problématique mais aussi, souvent, des élèves très jeunes qui sont en maternelle.

Alors oui, au nom de l'UNSA Éducation nous vous le redisons, rien que pour cette problématique d'enfants à forts troubles du comportement, il n'aurait dû y avoir aucune fermeture de classe. Nombre de ces enfants sont en souffrance, on peut même parler de danger, certains n'ont aucun suivi malgré des préconisations ou n'ont pas de soin. Ils ne peuvent véhiculer une telle violence sans y être confrontés, sans la subir parfois. La principale souffrance de nos collègues est de voir que rien n'est fait malgré leurs multiples alertes. Certains élèves manquent de tout et la seule réponse qui est apportée c'est qu'ils vont à l'école... M. Le préfet, M. le Vice-Président du Conseil Départemental, je suis prêt à vous rencontrer, à venir avec des collègues qui sont confrontés à cette terrible réalité de notre département, qui est parfois celle de l'enfance en danger, afin qu'ils vous racontent ce qui se passe dans leurs écoles. J'ai des exemples très concrets et très difficiles à vous présenter.

C'est une des raisons pour laquelle nous trouvons cette carte scolaire injuste, incohérente, incroyable. Nous avons donné quelques labels à des fermetures, certaines les cumulant...

« Validées par le diocèse ». Nous y reviendrons tout à l'heure puisque nous vous avons demandé des données comparatives pour la carte scolaire 1^{er} et 2nd degré dans le privé tant la concurrence est forte et déloyale, notamment au niveau de la mixité sociale.

Vous avez dit inclusion ? Si c'est une priorité, il faut que des moyens lui soient dédiés, et donner des moyens c'est ne pas fermer de classes où il y a des ULIS, c'est pourtant ce qui est prévu dans 4 écoles.

- Difficultés scolaires
- Ruralité
- Mixité sociale
- Moyennes par classe
- Tiens, on nous a supprimé des élèves !

L'UNSA Éducation rappelle la demande qu'elle fait depuis longtemps lors des instances académiques et départementales : puisque le bilinguisme est une priorité dans notre Académie, nous demandons qu'il y ait une dotation spécifique.

Au même titre que nos élèves ne sont pas des décimales, nos collègues ne sont pas des NUMEN, et au nom de l'UNSA Éducation nous tenons à vous alerter sur la dimension humaine de ces fermetures. Dans certains secteurs du département, il sera presque impossible de retrouver un poste. C'est une autre spécificité de notre ministère, la mutation choisie est impossible mais on vous en impose une...

A ce propos, je vais vous lire un petit extrait de ce qu'a écrit une collègue, tous ses autres collègues ont aussi fait part de leur difficile ressenti.

« Il y a quelques semaines, nous avons appris la décision de fermeture de classe dans notre école. La surprise fut totale alors qu'une fermeture avait déjà été décidée en février 2022. Depuis, toute notre équipe est abasourdie et secouée.

Depuis cette nouvelle, nous continuons à nous soutenir, à être solidaires et chaque matin à trouver l'énergie pour accueillir nos élèves. Mais... Comment garder l'énergie pour notre métier après cette nouvelle ? [...]

Au-delà de ma situation, c'est avant tout celle de mon école qui m'inquiète. Celle-ci va devoir se réorganiser. Mes collègues devront enseigner à des classes multi-niveaux très chargées (entre 28 et 30 pour certaines classes) et de surcroît, dans des locaux très précaires le temps de travaux planifiés l'école. Nos conditions d'enseignements à venir et celles d'apprentissages de nos élèves ne seront pas satisfaisantes.

Je suis découragée, épuisée et fragilisée par cette situation. Je crains de perdre foi en mon métier que j'aime pourtant tellement. Je ne me serais jamais imaginée, lorsque que je me suis formée il y a presque 20 ans, devoir vivre cette situation. »

Et dans le second degré, c'est une fois encore un très lourd tribut que vont payer nos établissements... A force de prioriser de nouvelles priorités, toujours à moyens constants, nous sommes arrivés à une limite de fonctionnement, et les inquiétudes qui nous remontent des établissements sont très fortes. En tout état de cause, la répartition des DHG dans les établissements est un casse-tête s'apparentant de plus en plus à la quadrature du cercle sans qu'il ne soit plus possible de disposer des marges de manœuvre suffisantes pour mettre en œuvre les choix pédagogiques tout comme permettre le fonctionnement au sein des collectifs pédagogiques.

Le choc des savoirs en collège entraîne un choc des fermetures dans les lycées...

Un « drôle » de soutien dans les conditions quotidiennes d'exercice à la rentrée prochaine...

Nous vous remercions de votre attention

Robin Maillot

Pour l'UNSA Éducation 22